ELECTIONS LEGISLATIVES DU 5 JUIN 1988.

SIXIEME CIRCONSCRIPTION

Nous sommes, vous êtes

GENERATION MITTERRAND



Paul DHAILLE

Député Maire de Lillebonne
37 ans - Marié - 3 enfants
Enseignant

Yves BERTRAND

Suppléant

Mécanicien - Ajusteur Le Havre
Militant syndicaliste
36 ans - Marié - 1 enfant

MAJORITE PRESIDENTIELLE POUR LA FRANCE UNIE

Parti Socialiste

Les élections présidentielles ont vu la victoire de François MITTERRAND et vous y avez puissamment contribué. Ensemble, nous avons fait triompher la raison, la dignité, la tolérance, mais aussi la solidarité et la générosité. Aujourd'hui, le grand mouvement né le 8 mai doit se poursuivre pour donner au Président François MITTERRAND et au Premier Ministre Michel ROCARD les moyens de leur politique et pour affronter les problèmes nationaux et internationaux de la France.

Rassembler la Gauche et les Républicains de Progrès pour la France Unie

Le 8 mai, le Président François MITTERRAND a rassemblé la Gauche, mais aussi des hommes et des femmes qui croient au progrès économique et à la justice sociale et qui refusent l'exclusion. **Paul DHAILLE et Yves BERTRAND** veulent réussir ce rassemblement dans la Basse-Seine pour une majorité stable et de progrès à l'Assemblée Nationale.

Préparer l'avenir

Avec plus de 16% de sans emploi, la Basse-Seine est particulièrement frappée par le chômage. La **formation des jeunes** qu'il faut développer, une **véritable politique industrielle** privilégiant les investissements productifs (et non la spéculation financière), le **développement de la recherche** sont les axes d'une véritable politique de l'emploi.

Et si nous disons oui à un véritable traitement social du chômage, nous refusons les mesures qui licencieraient les pères pour faire des jeunes des salariés sous-payés et sans protection sociale véritable.

Pour la justice sociale

La défense de la Sécurité Sociale est un impératif pour que chacun cotise suivant ses moyens et reçoive selon ses besoins. Nous refusons les assurances privées qui privilégient les plus aisés au détriment des plus défavorisés. Pour que la **Solidarité nationale** s'exerce pleinement, nous proposons le rétablissement de l'impôt sur les grandes fortunes et la création du **revenu minimum social d'insertion**. Enfin, **l'égalité des chances** doit être mise en œuvre partout et en particulier à l'école pour préparer l'avenir des jeunes par la formation.

Pour la construction de l'Europe et pour la Paix

Refuser l'Europe, c'est refuser l'avenir. Même si beaucoup s'interrogent, il faut que l'Europe joue son rôle de première puissance industrielle et commerciale face aux Etats Unis et au Japon. De même sur le plan international, nous devons œuvrer pour le désarmement et pour la paix tout en sauvegardant notre indépendance nationale.

Pour le dialogue social

Les difficultés économiques nécessitent le dialogue social dans les entreprises. Les lois Auroux l'avait institué ; il faut le poursuivre et le développer, car c'est avec des salariés conscients que l'on peut affronter les problèmes. Bien plus, il ne peut être demandé de nouveaux efforts aux travailleurs sans contreparties négociées.

Avec François MITTERRAND pour la Basse-Seine

Préparer l'avenir industriel de la Basse-Seine

L'économie de la Basse-Seine repose sur ses industries traditionnelles (Raffinages, pétro-chimie, automobile, activités portuaires, etc.) qui vieillissent et sont en crise. Les effectifs salariés regressent et le taux de chômage est fort. Il faut conforter l'existant mais aussi se tourner vers les industries liées aux nouvelles technologies qui ne doivent pas s'implanter uniquement sur la rive-gauche à la faveur de la construction du Pont de Normandie. Les zones industrielles du Havre et de Port Jérôme, doivent être aménagées pour accueillir de nouvelles industries.

Maîtriser les risques majeurs

La Basse-Seine est une des régions de France où les risques technologiques majeurs sont les plus grands. Il faut donc développer les équipements techniques et réglementaires dans les zones sensibles, informer (sans effrayer) la population, mettre en place les moyens pratiques de faire face à un accident.

Développer la formation

La Basse-Seine est encore en retard dans le domaine de la formation scolaire, ce qui peut expliquer en partie le fort taux de chômage. Il est nécessaire de développer la Formation à tous les niveaux en particulier dans l'enseignement secondaire. Les moyens de l'enseignement technique doivent être accrus et les zones d'Enseignement prioritaire développés compte tenu du retard de formation.

Pour que l'agriculture ait sa place

Même si elle n'occupe plus que 3% de notre population, l'agriculture a une place économique essentielle dans la Basse-Seine. La maîtrise de la production a obligé à des choix difficiles, mais nécessaires pour garantir les revenus. Nous poursuivrons une politique réaliste qui privilégie l'exploitation familiale, qui reconnaisse aux agriculteurs leur rôle productif, mais aussi d'entretien de l'espace rural et qui permette au maximum de jeunes de s'installer.

Le rôle de l'Etat

Si nous reconnaissons que l'initiative privée a toute sa place et doit être favorisée, il nous semble que l'Etat doit jouer son rôle, comme il l'a fait pour la Basse-Seine avec les gouvernements de Pierre MAUROY et de Laurent FABIUS. Avec eux ont été réalisés le dock flottant, l'université du HAVRE et a été approuvé le plan autoroutier normand qui doit nous relier au Nord de la France et à l'Europe.

Aménager le territoire

En matière agricole, comme en matière industrielle, le territoire doit être aménagé. Le Pont de Normandie et le futur autoroute vont modifier les données économiques de la Basse-Seine. Il faut nous y préparer. En particulier, l'autoroute va couper en deux notre région et il faut d'ores et déjà prévoir les liaisons de part et d'autre et être prêts à accueillir de nouvelles entreprises.

Sauvegarder les services publics

En matière de Santé, de PTT, ..., les services publics ont connu une baisse des effectifs et des conditions d'accueil du public qui se sont dégradées. Les services publics «au service de citoyens» doivent pouvoir jouer pleinement leur rôle.

Pour des logements sociaux de qualité

Les conditions de vie dans les logements HLM se sont souvent beaucoup dégradées. Dans les années qui viennent, une politique de réhabilitation, et d'amélioration des conditions de vie, en luttant contre le bruit, en améliorant l'environnement (ascenseur, parties communes, espaces verts...) doit être entreprise pour améliorer la vie dans les logements sociaux et pour faciliter les rapports humains de voisinage.

Parrallèlement pour ceux qui ont acheté leurs maisons, une loi de renégociation des prêts doit être votée.

Le 5 Juin, pas d'abstention
VOTEZ, faites VOTER

Paul DHAILLE
député maire de Lillebonne

Yves BERTRAND
suppléant

MAJORITE PRESIDENTIELLE POUR LA FRANCE UNIE

Parti Socialiste

Vu, le candidat

Imprimé par ICL, Lillebonne.